

Point 04 : « Fabrique de nos villes : ensemble, inventons la vie de demain » – Conclusion et suites du Grand Débat – Approbation

Intervention : Robin SALECROIX (Nantes)

Madame la présidente, chers collègues,

Peut-être tout de suite pour rebondir sur les propos de Madame Garnier à l'instant, autant je pouvais saluer l'esprit de Concorde qui animait le début de son intervention, autant pour la suite, ce n'est pas tout à fait pareil. Je l'entends nous expliquer qu'effectivement, il ne nous faut pas oublier d'allier la question des enjeux écologiques de l'attention à la transition écologique avec la question de l'attention aux populations les plus fragiles.

Donc, j'invite peut-être Madame Laurence Garnier de Nantes Métropole à parler avec Madame Laurence Garnier du conseil municipal. Pour rappel, vous n'aviez pas soutenu la question de la création d'un jardin en plein cœur d'un quartier populaire à Bellevue. Évidemment, c'était aussi un des marqueurs justement de l'alliance entre la question de la transition écologique, des espaces de biodiversité, de fraîcheur et la question de l'attention aux populations vivant dans nos quartiers populaires. Donc là, je note une forme de contradiction, mais ce n'est peut-être pas tout à fait la première fois.

Et puis, peut-être quelque chose de plus grave. Je vous entends parler de la question des squats, des populations en grande précarité qui vivent, mais seulement sous l'angle et sur le volet de l'entretien de ces secteurs et de la dégradation de ces morceaux de ville ou de bâtiments. Je pense qu'il faut que l'on prenne aussi cette question à travers le débat de la fabrication de nos villes, justement de cette question sociale, de cette question de l'attention aux habitants qui vivent et notamment l'attention qu'à notre métropole depuis le début sur la question de la résorption de cette précarité, que ce soit à travers le 1 % métropolitain ou la mise en œuvre d'une politique du logement offensive.

J'aimerais bien vous entendre un petit peu plus sur l'humain quand on parle de ces squats et de ces conditions de vie indignes. J'aimerais aussi vous entendre en tant que parlementaire nous dire quelques mots sur la politique de l'État dans le domaine qui, pour rappel, est tout de même compétent sur les questions d'hébergement d'urgence et de cela, malheureusement, je ne vous en entends pas parler.

Pour répondre à tous ces défis, c'est pourquoi les élus communistes, justement et se basant sur les préconisations du grand débat fabrique de nos villes, préconisent un modèle de ville qui se doit de se reconstruire sur elle-même. Une ville et une métropole plus dense, plus verticale aussi par endroit, notamment en accélérant la surélévation du bâti existant, dans un cadre de vie que nous souhaitons et je crois que c'était le sens des propos de nos habitants, plus qualitatifs.

Un des défis en effet qui nous est collectivement posé est de maintenir en zone urbaine les classes populaires et d'éviter à tous l'étalement urbain à n'en plus finir et des déplacements habitat travail qui seraient trop longs et polluants. Ce qui serait, je crois, nous en sommes tous convaincus, un non-sens autant en terme de pouvoir d'achat que de protection de notre environnement.

Pour se faire, dans le cadre de ce grand débat, nous prôtons une ville traversée de réseaux de transport en commun confortables, efficaces et rapides, reliés aux autres pôles urbains de la métropole. Les orientations d'ailleurs de notre métropole dans le cadre de sa politique publique des transports y contribuent, comme nous aurons l'occasion de le constater dans l'examen de notre ordre du jour.

L'État quant à lui devra prendre aussi sa part dans ce nécessaire aménagement du territoire planifié et concerté, notamment dans son volet transport, en permettant un financement pérenne du secteur. Nous partageons également la préoccupation de nos concitoyens qui souhaitent pour nos communes un maillage optimal de service public répondant à tous les aspects de la vie et de la ville.

Le grand débat sur la fabrique de la ville, en abondant à la réflexion collective une participation riche et diverse, a permis d'élever les exigences tant environnementales que sociales et nous ne pouvons que nous en féliciter. Nantes métropole doit donc assumer d'être toujours plus, et je crois que cela est rappelé dans le document, une métropole qui protège, une métropole qui prépare l'avenir.

En cela, nous devons tenir le rythme de nos grandes opérations d'aménagement, type Doulon Gauchoir par exemple, constitué de 55 % de logements sociaux et abordables, de la récente école Bretécher à laquelle seront ajoutés de nombreux services publics, loin des raccourcis d'ailleurs opérés par certains qui en parlent comme un espace de gentrification.

Nantes métropole peut et doit, pour terminer, encore selon nous, affermir sa stratégie foncière. En cela, nous saluons la bonne nouvelle des 60 millions d'euros supplémentaires qui viennent s'ajouter aux 94 millions d'euros dédiés durant le mandat. Dans cet esprit, nous proposons au niveau du groupe des élus communistes d'évaluer en temps opportun notre plan de relance pour le logement et si besoin d'abonder l'enveloppe et assumer le rôle contracyclique de nos politiques publiques dans une période de crise sans précédent.

Les communistes préconisent également d'accélérer le positionnement de la métropole et des communes dans l'acquisition justement de fonciers stratégiques de notre agglomération et contribuer ainsi à construire une ville au service de tous. En ce sens, nous appelons nos vœux par exemple à une conclusion rapide et positive de l'achat du foncier et du bâti de l'ancienne école nationale supérieure maritime.

En appui de ce désir partagé d'une métropole de demain plus saine, plus naturelle, plus accueillante et respectueuse de tous, d'une métropole qui protège et qui régule, le groupe communiste approuvera les conclusions du Grand débat.

Je vous remercie de votre attention.